



LE FAIT DU MOIS

**RÉFORME DU LYCÉE PROFESSIONNEL**

Se spécialiser seulement en première est une bonne idée, mais la baisse du nombre d'heures des disciplines générales suscite des interrogations.

*Assez bien*

**DISPOSITIF "DEVOIRS FAITS" AU COLLÈGE**

L'idée est excellente pour aider les élèves les plus en difficulté, mais peu en bénéficient faute de moyens.

*Assez bien*

# RÉFORME

**LIMITER LE NOMBRE D'ÉLÈVES PAR CLASSE**

Toutes les études plébiscitent les baisses d'effectifs, et les premiers résultats sont plutôt encourageants.

*Très bien*

**RÉFORME DES FILIÈRES DU LYCÉE**

La fin des filières L, S et ES devrait permettre aux élèves de se composer un parcours plus adapté à leurs futures études.

*Bien*

**POSSIBILITÉ DE RAPPROCHER LE PRIMAIRE ET LE COLLÈGE**

Cela évitera des fermetures de classe, et permettra de faire baisser le taux de décrochage lors du passage en sixième.

*Encourageant*

**RETOUR À LA SEMAINE DE QUATRE JOURS**

Sa mise en œuvre s'est avérée compliquée, et beaucoup d'experts ont jugé cette mesure mauvaise pour les élèves.

*Médiocre*

*Si le programme suivi par le ministre de l'Education va plutôt dans le bon sens, sa mise en application pourrait se révéler problématique.*

JEAN-MICHEL

# Blanquer peut-il gagner son pari ?

PAR PHILIPPINE ROBERT

# DE L'ÉCOLE

## UNE PARTIE DU BAC EN CONTRÔLE CONTINU

Cet examen est très lourd à organiser pour les lycées. Diminuer le nombre d'épreuves finales permettra de l'alléger.

*Bien*





## LE FAIT DU MOIS

**LA RÉFORME DE L'ÉDUCATION**  
**J.-M. BLANQUER PEUT-IL GAGNER SON PARI ?**

**N**os enfants seront-ils bientôt incapables de faire une addition ? Au vu des derniers résultats d'une enquête de l'agence de statistiques du ministère de l'Éducation nationale, il y a de quoi s'inquiéter. En trente ans, le taux de réussite moyen des élèves de CM2 pour cette opération mathématique est en effet passé de 90 à 69% ! Le constat est encore plus alarmant en ce qui concerne les divisions, avec une dégringolade de 74 à 37%. Pour un pays qui se targue de l'excellence de sa filière mathématiques, ce n'est pas brillant !

**INUTILE DE PARAITRE SURPRIS.** Cela fait des années que les enquêtes internationales nous alertent sur la faiblesse des élèves français par rapport à leurs voisins. « Nous sommes 29 points au-dessous de la moyenne européenne en ce qui concerne la lecture, selon l'étude Pirls [Progress in International Reading Literacy Study, NDLR], et 39 points au-dessous en ce qui concerne les maths, selon Timss [Trends in International Mathematics and Science Study, NDLR] », s'inquiète Denis Meuret, professeur en sciences de l'éducation à l'université de Bourgogne. Dans le dernier classement Pisa (la grande étude internationale qui mesure le niveau des élèves de 70 pays), la France se situait seulement à la vingt-sixième place. Et l'Hexagone y apparaît comme l'un des pays où le milieu social détermine le plus les résultats scolaires.

C'est dire si Emmanuel Macron a du pain sur la planche ! Le président de la République l'a encore rappelé lors de sa conférence de presse, c'est l'éducation qui constitue le véritable cœur de sa politique. D'abord parce que l'on ne pourra jamais gagner la bataille du chômage tant que des centaines de milliers de jeunes continueront à sortir du système scolaire sans qualification. Mais surtout, peut-être, parce que c'est à l'école que prospèrent les vraies

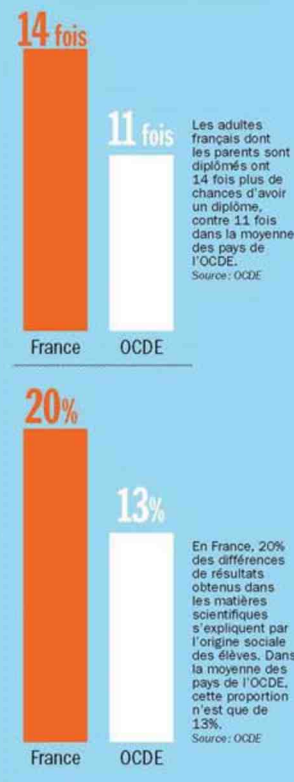
inégalités, celles de la connaissance, de la culture et, donc, des conditions de la réussite. Dans la doxa macronienne, tout le monde doit pouvoir devenir un « premier de cordée » quels que soient ses origines et son milieu social, et c'est à l'Éducation nationale de faire le job.

A priori, le gouvernement semble plutôt bien parti pour améliorer ses performances. Selon les experts que nous avons interrogés, les chantiers ouverts vont plutôt dans le bon sens, si l'on excepte quelques points spécifiques comme la liberté laissée aux communes de revenir à la semaine de quatre jours ou la diminution prévue du nombre d'heures d'enseignement général dans les lycées professionnels. Il est vrai qu'en confiant le ministère de l'Éducation à Jean-Michel Blanquer, fin connaisseur du système pour y avoir officié en tant que directeur général de l'enseignement scolaire sous Sarkozy et auteur de plusieurs ouvrages sur le sujet, le chef de l'État n'a pas laissé les clés du camion à un novice.

Première bonne nouvelle, la décision de mettre le paquet sur l'école primaire, une urgence connue depuis longtemps. « La France a sous-investi pendant des années dans ce niveau d'éducation alors qu'il s'agit du plus important pour lutter contre les inégalités », observe Eric Charbonnier, analyste à la direction de l'éducation à l'OCDE. Mesure emblématique de cette nouvelle impulsion : le dédoublement des classes de CP et de CE1 dans les établissements des territoires les plus défavorisés. « Toutes les évaluations montrent qu'il faut diminuer la taille des classes si l'on veut améliorer les résultats des élèves », résume Bernard Toulemonde, coauteur d'« Et si on tuait le Mammouth ? Les clés pour (vraiment) rénover l'Éducation nationale » (Editions de l'Aube).

Les premiers résultats sont d'ailleurs plutôt encourageants : ce dispositif aurait permis de faire baisser la proportion d'élèves en très grande difficulté en français de 7,8% et de réduire celle des cancrés en mathématiques de 12,5%. Voilà pourquoi Emmanuel Macron a décidé de poursuivre dans ce sens : les grandes sections de maternelle situées dans les zones prioritaires vont également

## L'ORIGINE SOCIALE EST PLUS DÉTERMINANTE QUE CHEZ NOS VOISINS



être dédoublées. Et partout ailleurs, les classes de ce niveau, mais aussi celles de CP et de CE1, seront limitées à 24 élèves à partir de la rentrée prochaine.

**DEUXIÈME AXE TRÈS POSITIF,** la priorité donnée à l'acquisition des savoirs fondamentaux, qui avaient été délaissés ces dernières années. Plusieurs circulaires ont été publiées à ce sujet – instaurant notamment le retour de la dictée quotidienne –, et un guide « pour enseigner la lecture et l'écriture au CP » a été diffusé. La fourniture de petits déjeuners gratuits dans les quartiers défavorisés, qui sera mise en place à partir de la rentrée prochaine, ne devrait pas faire de mal non plus. Selon une étude britannique, cette mesure est en effet associée à une augmentation du niveau en lecture, écriture et mathématiques équivalant à deux mois d'enseignement par an pour les élèves de CP !

À la différence de l'école primaire, le collège n'a pour le moment guère été l'objet des ardeurs du ministre. « Il a eu la bonne idée de nous laisser tranquilles et c'est très bien, car

## LES ÉLÈVES FRANÇAIS SONT À LA TRÂINE

Pays	Sciences	Compréhension de l'écrit	Maths
Singapour	556	535	564
Finlande	531	526	511
Allemagne	509	509	506
Royaume-Uni	509	498	492
<b>France</b>	<b>495</b>	<b>499</b>	<b>493</b>
Italie	481	485	490

Score moyen recueilli lors de l'évaluation internationale Pisa en 2015. Source : OCDE

## NOUS INVESTISSONS PEU DANS LE PRIMAIRE...

Dépense annuelle moyenne pour un élève de l'élémentaire, en équivalent dollars, en 2015. Source : OCDE

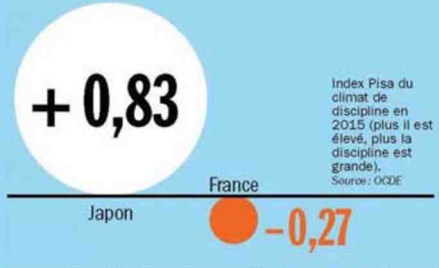


## ... MAIS BEAUCOUP DANS LE SECONDAIRE

Dépense annuelle moyenne pour un élève du secondaire, en équivalent dollars, en 2015. Source : OCDE



## LA DISCIPLINE N'EST PAS NOTRE FORT



## LE NIVEAU SCOLAIRE EST EN BAISSÉ

Evolution du score moyen en calcul des CM2. Source : DEPP



nous sortons tout juste d'une réforme menée par le précédent gouvernement et il n'est pas inutile de nous donner le temps de la digérer», se félicite Florence Delannoy, secrétaire générale adjointe du SNPEN (Syndicat national des personnels de direction de l'Education nationale). Entre la sixième et la troisième, le gouvernement s'est contenté de lancer le dispositif «devoirs faits». Grâce à lui, les collégiens qui peinent à se faire aider à la maison peuvent l'être dans leur établissement, une autre façon de réduire les inégalités scolaires.

Emmanuel Macron a réservé en revanche un traitement beaucoup plus lourd au lycée. Grande révolution, les filières classiques (scientifique, littéraire, économique et sociale) disparaissent pour laisser place à un tronc commun, auquel les élèves peuvent adjoindre les enseignements de leur choix (trois en première, deux en terminale). Le but est, bien sûr, de faire disparaître la hiérarchie existant aujourd'hui entre les filières – le cursus scientifique est tellement dominant qu'il capte les meilleurs élèves, y compris

ceux ayant un profil plus littéraire. Mais aussi de permettre une meilleure adéquation entre les cours suivis au lycée et les études poursuivies après le bac. «C'est une bonne idée, qui avait d'ailleurs été proposée par Pierre Bourdieu [sociologue de gauche, spécialiste des mécanismes de reproduction sociale, NDLR] dans les années 1980», souligne malicieusement Vincent Troger, maître de conférences en sciences de l'éducation à l'université de Nantes. «La mise en place d'un temps dédié à l'orientation est également une bonne nouvelle, car il s'agit de l'un des gros points faibles de notre système scolaire», ajoute Marie Duru-Bellat, sociologue spécialiste de l'éducation.

Preuve qu'il ne craint pas de bousculer les totems, Jean-Michel Blanquer s'est aussi attaqué au baccalauréat. Il est vrai que ce dernier en avait bien besoin ! Devenu de plus en plus complexe au fil des ans, avec une multitude d'épreuves, il nécessitait une organisation très lourde et faisait perdre des semaines d'enseignement. Pour les élèves entrés en seconde l'an dernier, une partie de

l'évaluation se fera désormais en contrôle continu et l'examen final sera allégé, comme c'est déjà le cas chez beaucoup de nos voisins. Encore une façon pour Jean-Michel Blanquer de renverser la table.

Son pari est cependant loin d'être gagné d'avance. D'abord parce que, entre les idées et la pratique, il y a parfois un monde ! On l'a bien vu avec la réforme des rythmes scolaires mise en place sous le gouvernement précédent : une mesure plébiscitée par les experts peut se transformer en échec cuisant si elle n'est pas parfaitement orchestrée. Selon notre enquête, c'est bien là que la réforme pourrait à nouveau pêcher. Prenons par exemple le dispositif «devoirs faits», lancé au tout début du quinquennat : il est pour le moment plutôt décevant. «Nous avons beau essayer de le faire fonctionner, nous n'y arrivons pas car on ne nous a pas alloué les moyens nécessaires, râle Florence Delannoy. Du coup, la moitié de nos adhérents déclarent avoir des soucis pour passer à l'action. Et la même chose risque de se produire pour le temps consacré à l'orientation dans les...



LES ACTUS LE FAIT DU MOIS

## Certains profs reprochent au ministre son manque de... pédagogie !

... lycées.» En primaire, la mise en place des petits déjeuners gratuits à la rentrée prochaine est aussi en train de virer au casse-tête. «On ne sait pas comment cela va s'organiser, s'inquiète Véronique Decker, directrice d'une école élémentaire à Bobigny (Seine-Saint-Denis). Les instituteurs vont-ils devoir prendre cela sur le temps d'enseignement? Si oui, je ne suis pas sûre que les parents voient cela d'un bon œil! Cela sera-t-il organisé dans le cadre des garderies municipales avant l'école? Dans ce cas-là, certains enfants n'y auront pas droit.»

**AUTRE MAUVAIS POINT** attribué à Jean-Michel Blanquer: son manque de... pédagogie! «Ses idées sont souvent bonnes, mais il s'y prend très mal, analyse Vincent Troger. Il infantilise les enseignants, ce qui n'est vraiment pas le meilleur moyen de les séduire.» Les circulaires et le guide sur l'apprentissage de la lecture, par exemple, sont restés en travers de la gorge de beaucoup de profs. Il faut dire qu'après des décennies de discours guimauve distillés par les pédagogues verbeux du ministère «pour le bien des apprenants», ces consignes étaient peut-être un poil trop directives et tatillonnes, appelant notamment à utiliser des cahiers «17 x 22 cm à réglure Sèyès» ou à ne plus distribuer de photocopies... L'article de la loi «pour une école de la confiance» rappelant le «devoir d'exemplarité» du corps enseignant, révélé juste après le mouvement «Pas de vague» (les profs dénonçaient le manque de soutien de leur hiérarchie face à la violence des élèves et de leurs parents), a aussi été plutôt mal vécu: les professeurs y ont vu une tentative de les faire taire.

On reproche aussi au ministre de lancer trop de chantiers en même temps. «Cela crée une perte de lisibilité et une pression sur le système», estime Eric Charbonnier. De quoi

expliquer peut-être la forte contestation de la loi «Pour une école de la confiance», actuellement en discussion, alors même que cette dernière est loin d'être une révolution copernicenne. La constitution d'«établissements publics des savoirs fondamentaux», par exemple, n'a rien de bouleversant: il s'agit juste de permettre à certains collèges et écoles primaires de se rapprocher, afin d'éviter des fermetures d'établissements dans des territoires ruraux, de mutualiser des moyens ou de faciliter le passage en sixième, parfois synonyme de décrochage pour les écoliers jetés dans ce grand bain. Mais le manque de communication a transformé cette mesure en une supposée opération diabolique visant à faire disparaître les écoles communales! «Absurde, rien de tout cela ne sera contraignant», tempère Bruno Studer, député LREM et président de la commission des Affaires culturelles et de l'Éducation à l'Assemblée nationale.

À l'inverse, certaines annonces du gouvernement semblent tenir du simple exercice de communication: le «retour de l'autorité» prôné par le ministre ne s'est ainsi matérialisé

pour le moment qu'à travers l'interdiction du portable à l'école... qui était déjà effective dans la plupart des établissements. Idem avec le dispositif de lutte contre les violences scolaires, dont la mise en place a été reportée quatre fois depuis l'an dernier...

Le plus ennuyeux, c'est que les avancées concrètes se font aussi attendre sur la question peut-être la plus cruciale: celle de la formation des enseignants. Nombreux sont aujourd'hui les jeunes profs très compétents dans leur domaine à être lâchés dans une classe sans avoir reçu les outils nécessaires pour la gérer... Le projet de loi «Pour une école de la confiance» promet certes de transformer les actuelles ESPE (Écoles supérieures du professorat et de l'éducation) en INSP (Instituts nationaux supérieurs du professorat), mais le contenu de ce cursus reste bien flou. L'apprentissage initial n'est de plus pas le seul à avoir besoin d'être renforcé: les profs français bénéficient aujourd'hui de très peu de formation continue, contrairement à leurs collègues étrangers. Mais pour le moment, Jean-Michel Blanquer n'a pas encore osé les remettre à l'école. ■



Singapour était en tête du dernier classement Pisa, et la Finlande cinquième.

### FINLANDE OU SINGAPOUR: QUI A LE MEILLEUR SYSTÈME SCOLAIRE ?

La Finlande et Singapour ont un grand point commun: les deux disposent d'un système éducatif hyperefficace selon les enquêtes internationales. Pourtant, leur approche est radicalement différente. Dans la cité-État asiatique, la discipline est sévère et l'accent mis très tôt sur

la performance, avec un examen qui détermine la suite du parcours dès l'âge de 12 ans! Résultat, beaucoup d'enfants suivent des cours de soutien. Les méthodes pédagogiques sont particulièrement efficaces: les élèves apprennent moins de choses, mais plus en profondeur. Au pays du Père

Noël, c'est tout le contraire: les écoliers sont choyés comme des enfants gâtés. Ils sont libres d'apprendre à leur rythme, ont un emploi du temps très allégé et sont rarement sanctionnés. La Finlande gâte aussi ses enseignants, qui sont très bien payés et jouissent d'une grande autonomie.

PHOTOS: REUTERS, LENA MUCHA/WYTRUDUX-REA